

En ce début 2024, le Sgen-CFDT vous présente ses vœux les meilleurs pour la nouvelle année et souhaite une bonne santé à chaque personnel de l'académie de Toulouse.

Nous commencerons par formuler plusieurs remarques sur la préparation de la rentrée 2024 dans notre académie.

Nous nous interrogeons d'abord sur les moyens supplémentaires annoncés au niveau national et qui sont censés garantir une stabilisation voire une légère hausse des moyens au niveau académique.

Ensuite, nous ne pouvons nous contenter de cette stabilisation dans le premier degré et légère hausse dans le second degré. C'est l'éternel problème du verre à moitié vide ou à moitié plein.

Certes la stabilisation des emplois dans le premier degré, contemporaine d'une baisse des effectifs, doit permettre de poursuivre l'amélioration du taux d'encadrement moyen, le fameux P/E. Mais l'amélioration est minime et comme toute moyenne, cache en réalité des écarts persistants voire croissants entre territoires, et ne compense pas une pénurie ancienne dommageable par exemple dans l'aide aux élèves en difficulté ou encore dans le remplacement.

Dans le second degré c'est un peu le même constat. Les presque 150 emplois supplémentaires sont en fait consommés par la création de groupes de niveaux au collège ou d'une « prépa lycée » que nous rejetons et par une réforme de la voie professionnelle que nous critiquons au détriment des lycées généraux et technologiques. En clair, le Ministère vous permettrait de financer ses priorités nouvelles, imposées sans aucune concertation, mais pas d'accompagner suffisamment les disparités territoriales de notre académie : petites structures nécessairement gourmandes dans les territoires ruraux en déclin et grosses structures sous-dotées dans les territoires métropolitains.

Sur notre académie, les difficultés de remplacement des enseignants absents, aux deux tiers pour raison de service le rappelle la Cour des Comptes, ne seront vraisemblablement pas résolues. C'est que nous ne sommes pas dans le 6^e arrondissement de Paris.

Ceci étant dit, à quoi bon créer des emplois, si les ressources humaines manquent. En effet, le choc d'attractivité de nos métiers se fait toujours attendre. D'où des difficultés à trouver des candidats aux concours mais aussi des contractuels, et pas seulement dans les métiers enseignants, vous êtes bien placés pour le savoir dans les services académiques.

Bref, des taux d'encadrement qui progressent certes mais de manière généralement imperceptible sur le terrain, une revalorisation qui n'en est pas une et peine à compenser l'inflation, il n'y a guère de quoi se réjouir en ce début d'année 2024.

Mais ne désespérons pas : M. Attal est parti à Matignon avec le souci de l'Education nationale. Espérons qu'il dise vrai, mais cela pose au moins une question, celle du dialogue social, si le sort de l'Education nationale ne se joue plus au Ministère.